



979 Bank Street,
Suite 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

979, rue Bank,
bureau 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

cira.ca
cira.ca/fr

CIRA, Canadian Internet Registration Authority

Consultation de CIRA avec les membres de la communauté technique canadienne sur l'avenir de la gouvernance de l'internet

Contexte

Entre le 24 janvier et le 5 février 2024, CIRA a sollicité les opinions des membres de la communauté technique canadienne sur Internet (p. ex., registres, registraires, points d'échange Internet)¹ sur l'avenir de la gouvernance de l'Internet dans le contexte du Pacte numérique mondial et de l'examen du prochain Sommet mondial sur la Société de l'information+20.

Cinq membres de la communauté technique, y compris CIRA, ont répondu à un court questionnaire. De nombreuses organisations ont indiqué qu'elles étaient peu au courant du Pacte numérique mondial et d'autres dialogues menés par les Nations Unies ayant des implications pour l'avenir de la gouvernance de l'Internet et qu'elles n'auraient donc pas la possibilité d'élaborer des positions politiques éclairées dans le délai imparti par le questionnaire.

Ce document comprend un résumé des principaux points de consensus sur les réponses recueillies, y compris CIRA. Sans être exhaustive, nous espérons que cette contribution contribuera à mettre en lumière certaines des perspectives communes de la communauté technique canadienne sur ces questions.

Résumé des réponses recueillies

Des points de vue largement partagés² :

¹Nous définissons la communauté technique comme des organisations, groupes et acteur·rices qui jouent un rôle dans le fonctionnement technique quotidien de l'Internet.

² Les sections suivantes soulignent ce que CIRA comprend comme étant les points de consensus clés pour la plupart ou toutes les personnes ayant répondu au questionnaire.



979 Bank Street,
Suite 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

979, rue Bank,
bureau 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

cira.ca
cira.ca/fr

1. Bien qu'il puisse et doive être amélioré, le modèle multipartite de gouvernance³ est mieux positionné que les formes multilatérales de gouvernance pour superviser le fonctionnement mondial de l'Internet.

Comme le souligne Momentous Corporation, le modèle multipartite de gouvernance de l'Internet « permet à diverses communautés et à divers intérêts de collaborer [à la gouvernance] ». Une « approche multipartite ouverte garantit que toute personne ayant un intérêt sincère pour l'Internet peut trouver un moyen d'y contribuer » (Personne répondante anonyme A).

CIRA souligne : « le succès technologique de l'Internet – la raison pour laquelle il fonctionne de façon transparente partout dans le monde – est le résultat direct du [modèle multipartite] de la gouvernance de l'Internet ». Alors que l'Internet Society (ISOC) souligne : « [d]es espaces multipartites orientés vers l'élaboration de normes et de politiques techniques de l'internet – tels que le groupe de travail IETF, l'ICANN et les registres Internet régionaux, entre autres – offrent un témoignage permanent des résultats qui peuvent être obtenus par la communauté de l'internet [et] des processus de prise de décision ascendants ».

En revanche, les institutions multilatérales comme les Nations Unies et ses agences sont dirigées par le gouvernement et « les États autoritaires et leurs pairs partageant les mêmes idées ont et continuent de chercher à utiliser [ces forums] pour exercer une influence sur la gestion de l'Internet » (CIRA). Bien que la personne répondante anonyme B souligne qu'un manque d'apport de la

Les membres de la communauté technique canadienne sont invités à s'engager de façon indépendante sur ces questions.

³Nous définissons le modèle multipartite de gouvernance de l'Internet comme la participation d'intervenants distincts (gouvernements, secteur privé, société civile, communauté technique, milieu universitaire et utilisateur·trices) aux décisions relatives à la gestion de l'Internet mondial.



979 Bank Street,
Suite 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

979, rue Bank,
bureau 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

cira.ca
cira.ca/fr

communauté technique ait signifié que le modèle multipartite n'a pas très bien fonctionné, d'autres soulignent que « le résultat collectif [des processus du modèle multipartite] sera toujours plus grand qu'une seule discipline, ou qu'une seule organisation tente de réglementer l'Internet mondial » (Momentous).

2. L'apport de la communauté technique dans la prise de décision concernant le fonctionnement mondial de l'Internet, sur une base égale à celui d'autres groupes d'intervenant·es, y compris les gouvernements, est fondamental au succès technologique de l'Internet.

Comme l'indique la personne répondante anonyme A, la communauté technique est impliquée dans toutes les facettes du fonctionnement de l'Internet, qu'il s'agisse de son fonctionnement quotidien, de son développement ou de son avenir. Cette communauté possède une expertise unique et une expérience réelle (Momentous). Ces connaissances et ces antécédents contribuent au « rôle intégral de la communauté dans la stabilité, la sécurité et la fiabilité de l'Internet » (CIRA). ISOC souligne que « [l]es commentaires de la communauté technique sont cruciaux pour aider à façonner les politiques et les résultats qui font progresser les besoins de la société tout en veillant à ce qu'Internet reste accessible, sécurisé et techniquement viable à l'échelle mondiale ». En effet, comme le souligne la personne répondant anonyme B, la communauté technique rappelle « aux gens politiques ce qui est réellement possible ».

3. Il existe des risques extrêmes et négatifs pour le fonctionnement quotidien de l'Internet si les avis de la communauté technique ne sont pas pris en compte de manière significative dans la prise de décision concernant l'Internet.



979 Bank Street,
Suite 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

979, rue Bank,
bureau 400
Ottawa, ON
K1S 5K5

cira.ca
cira.ca/fr

L'apport de la communauté technique garantit que l'élaboration de politiques, de traités et de lois liés à Internet n'entrave ou ne compromette pas le fonctionnement quotidien de l'Internet. Sans la prise en compte de l'avis de la communauté technique, les politiques liées à l'Internet risquent de ne pas fonctionner – ou pourraient fonctionner de manière involontaire avec des implications graves pour le bon fonctionnement de l'Internet (Momentous). Les résultats indésirables pourraient comprendre : « des décisions sous-optimales, des risques et des problèmes opérationnels inutiles et une possible stagnation si la communauté technique passe à d'autres choses plus intéressantes » (Personne répondante anonyme A).

Même si les décisions prises sur le fonctionnement de l'Internet sans l'apport de la communauté technique sont bien intentionnées, elles « pourraient entraver ou compromettre un Internet mondial libre, ouvert et interopérable » (CIRA). ISOC souligne que la consultation avec la communauté technique est essentielle « à la diligence raisonnable... pour éviter que les décisions ne nuisent aux fondements aux fondements de l'Internet ».